Au fil de mes déplacements, j’ai eu l’occasion de dialoguer avec un certain nombre de nos concitoyens ayant enfilé le – maintenant – célèbre « gilet jaune ».

Dans tous les cas, les dialogues ont été courtois. Il me paraît évident que la grande majorité de celles et ceux qui ont ainsi manifesté leur mécontentement ou leur désarroi désapprouvent les actes de violence qui ont pu être commis à l’occasion ou en marge de leurs actions.

Il m’est aussi apparu que ceux avec qui j’ai parlé ne méconnaissaient ni ne désapprouvaient les nécessaires mesures en faveur de l’écologie, ni même la pertinence d’une fiscalité écologique.

Non. Ce qu’ils demandaient, ce qu’ils demandent avec force, c’est davantage de JUSTICE, et d’abord de justice fiscale.

Ils savent bien que seule une part est écologique, ou sera écologique, dans les taxes payées pour chaque litre d’essence, de gasoil ou de fuel. Le reste va au budget de l’État.

Ils demandent aussi que l’on prenne vraiment en compte la situation RÉELLE de ceux qui, en particulier dans le monde rural ou à la périphérie des villes DOIVENT prendre leur voiture pour se rendre à leur travail et ne PEUVENT pas changer de voiture, même avec les aides annoncées.

Dans le Loiret, certains manifestants m’ont dit : *« Nous, on n’a pas le tram. »*

Un ouvrier – rapporte la presse – a dit : *« Le salaire quotidien de Carlos Ghosn est de 33 337 €, le mien de 44 € net et celui de ma mère retraitée est de 28 € net. »*

C’est vrai que cela ne date pas d’hier.

Mais aujourd’hui, des réponses sont nécessaires.

Sans être démagogiques, elles doivent être précises et concrètes. Elles doivent aller dans le sens d’une plus grande justice dans la contribution de chacune et de chacun au bien commun – y compris à l’écologie.

C’est, à n’en pas douter, ce que les Français attendront de la part d’Emmanuel Macron, ce mardi.

JPS

Phoca PDF